

Robert Rothschild, Une certaine idée de l'Europe

Légende: En 1981, Robert Rothschild, ancien chef de cabinet de Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, retrace le déroulement et les moments forts de la relance européenne et de la négociation du traité instituant la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Le rôle des Belges et de la Belgique dans l'édification européenne. 1981. Bruxelles: Institut royal des relations internationales. "Une certaine idée de l'Europe", auteur:Rothschild, Robert.

Copyright: Institut Royal des Relations Internationales

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/robert_rothschild_une_certaine_idee_de_l_europe-fr-4fc30915-1152-425d-bfbf-4313bda63bob.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Robert Rothschild, *Une certaine idée de l'Europe*

[...]

La relance européenne après le désastre de la CED allait être l'occasion pour Spaak de donner toute sa mesure. Au début d'avril 1955, à la suite d'une conversation avec Jean Monnet, venu à Bruxelles, il avait écrit à ses cinq collègues de la CECA en leur proposant de « relancer l'idée européenne en étendant les compétences de la Communauté du charbon et de l'acier ». Cette extension devait s'appliquer à l'ensemble des formes d'énergie du moment (électricité, gaz et carburants) et aux moyens de transport (chemin de fer, navigation fluviale, transports routiers et aériens).

Son initiative avait été reçue avec scepticisme à Paris, Bonn et Rome où l'idée avait paru prématurée. Par contre, elle avait été applaudie à La Haye et Luxembourg. Spaak avait imaginé alors de faire appuyer son initiative par ses collègues néerlandais et luxembourgeois. M. Joseph Bech, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, s'y était immédiatement rallié. Le baron Snoy, Albert Hupperts (et moi-même) avions été envoyés à La Haye pour obtenir l'accord du gouvernement hollandais. Son ministre des Affaires étrangères, M. J. W. Beyen, avait jugé toutefois nos propositions insuffisantes. Il ne lui avait pas paru possible de créer une véritable solidarité économique en progressant secteur par secteur. Faute d'envisager le problème, dans son ensemble, le risque était grand, pensait-il, d'aboutir à des distorsions graves qui auraient fait échouer toute entreprise partielle.

Snoy, Hupperts et moi n'avions pas cru que les temps étaient mûrs pour attaquer de front des protectionnismes européens enracinés depuis des siècles; Paris en particulier, avions-nous pensé, ne manquerait pas de s'y opposer. Mais nous étions des fonctionnaires obéissants; nous avons donc ramené à Bruxelles les propositions de M. Beyen. A notre grande surprise, Spaak, et bientôt Bech, avaient jugé possible de proposer la création d'un véritable marché commun généralisé. Un « mémorandum Benelux » allait constituer la base des travaux de la conférence de Messine. M. Beyen est ainsi - on ne l'a pas assez souligné - un des pères de la Communauté économique européenne. Comme chacun sait, la conférence de Messine a été un grand succès puisque c'est autour d'elle, en définitive, que s'est bâti tout le système de coopération de l'Europe des Neuf. Elle a été aussi une des plus étranges des nombreuses réunions diplomatiques auxquelles ma longue carrière m'a permis de participer. Premier paradoxe, elle ne s'était pas tenue à Messine mais à Taormine. Deuxième paradoxe, elle avait été l'occasion pendant toute sa durée de malentendus constants entre ceux qui voulaient fixer le point de départ d'une politique vigoureuse (MM. Spaak, Beyen et Bech), ceux qui (à ce moment) désiraient se limiter à des platitudes mélodieuses mais sans objet précis (M. A. Pinay et ses collègues français) et ceux qui ne voyaient pas très bien quelle était la portée exacte de ce qui leur était proposé mais qui acceptaient de se laisser porter par le courant (MM. Adenauer et de Martino). Troisième paradoxe, à la fin des travaux, Spaak avait suggéré de confier à une personnalité politique importante la tâche d'animer et de diriger les travaux préparatoires. Il avait avancé le nom de Paul van Zeeland mais celui-ci n'avait pas été applaudi. A sa grande et réelle surprise, le chancelier Adenauer, si mes souvenirs sont bons, avait rétorqué en proposant que Spaak en soit lui-même chargé. Ainsi était née par la volonté de quelques hommes mais dans l'équivoque et le désordre une des entreprises les plus révolutionnaires de l'Europe contemporaine, une union économique et douanière qui devait conduire, dans l'esprit de ses promoteurs, à une fédération européenne, comme le *Zollverein* au siècle précédent avait préparé l'Empire allemand.

Un peu plus tard, nous allions nouer avec Antoine Pinay des liens de solide amitié. Nous le rencontrions avec André de Staercke dans l'intimité chez une amie commune, Margaret Biddle, une riche et généreuse Américaine de Paris. Dans le gracieux petit hôtel Directoire de la rue Las Casas où elle s'était entourée d'objets ravissants et de magnifiques tableaux, Spaak au cours de longues conversations, avait contribué peu à peu, je crois, à la conversion de son collègue français à la cause de l'unification européenne. Mais Pinay devait nous avouer qu'à Messine, seul un grand scepticisme l'avait conduit à se rallier aux propositions du Benelux.

La première phase des travaux s'était déroulée en juillet 1955 à Bruxelles dans la grande antichambre attenante au cabinet du ministre des Affaires étrangères, une grande pièce sombre au décor Napoléon III, aux

murs couverts de belles tapisseries flamandes. Sur la cheminée monumentale, un Atlas de bronze portait sur ses épaules une horloge en forme de globe terrestre qui égrenait les longues heures de nos séances. Spaak, avec beaucoup d'habileté, avait voulu que le premier « *round* » des négociations ne comporte pas d'engagement pour les gouvernements mais se borne à esquisser les lignes directrices de ce qui paraîtrait désirable et de ce qui paraîtrait possible. Il s'était lui-même entouré de collaborateurs de plusieurs nationalités, trois Belges, Snoy, Hupperts et moi, un Français Uri et un Allemand von der Groeben. Très vite, on n'avait plus très bien su qui étaient les représentants des États et qui étaient les conseillers personnels du président. Certes, les chefs de délégations avaient gardé contact avec leurs gouvernements; mais en même temps, s'étaient créés entre eux une solidarité et un esprit d'équipe qui avaient transcendé les intérêts nationaux qu'ils n'étaient que trop accoutumés, en d'autres circonstances, à défendre avec âpreté. Technique de négociation inusitée, elle n'a malheureusement jamais été répétée.

Messine avait décidé que la Grande-Bretagne en tant que membre de l'Union de l'Europe occidentale serait invitée à prendre part à nos travaux. Londres avait consenti sans chaleur à se faire représenter par un observateur. Celui-ci, Mr. Bretherton, un fonctionnaire du *Board of Trade* (ministère du Commerce) avait été manifestement choisi pour son caractère discret et effacé. Courtois et souriant, il allait, la plupart du temps, rester silencieux; quand il prenait la parole, c'était pour exprimer son scepticisme. Il avait été vite clair qu'il ne partageait pas les espoirs de ses collègues des Six.

Vers la fin de l'année 1955, l'indifférence de Londres s'était muée en hostilité. Ayant refusé de participer aux pourparlers de Bruxelles, Whitehall prétendait y voir une menace contre l'unité de l'Europe. Bretherton avait disparu sans bruit. Dans les capitales, et surtout à Bonn, une offensive insidieuse s'était développée. Reginald Maudling tentait à l'OECE de dresser les États membres contre les efforts déployés à Bruxelles par les Six pour créer une union douanière et économique.

Spaak était de ceux qui n'ont cessé de croire que l'Europe ne peut se passer de la Grande-Bretagne, qu'elle s'appauvrirait d'être privée de son magnifique héritage culturel, que l'esprit de ses institutions serait affaibli sans l'apport de ses antiques traditions démocratiques. Il avait déployé toute son énergie et son talent à convaincre les Anglais. En février, il avait écrit une longue lettre à leur Premier ministre, Anthony Eden, avec qui il entretenait des relations anciennes et amicales. Il avait fait plusieurs voyages à Londres pour s'y entretenir avec Macmillan, avec Thorneycroft, avec d'autres. Je me souviens en particulier d'une visite qu'il avait faite, suivi de Snoy et de moi-même, à R.A.B. Butler, à ce moment chancelier de l'Échiquier. Le ministre anglais l'avait écouté pendant une demi-heure sans prononcer un mot, le fixant du regard froid de ses yeux bleus. Plus Spaak parlait, plus Butler se renfrognait. Plus Butler se renfrognait, plus Spaak devenait chaleureux. Mais sans effet. Après l'entretien, sur le trottoir de Whitehall, Spaak s'était tourné vers nous et avait demandé « ai-je été obscène ? ». A notre étonnement de sa question, il avait rétorqué « je ne crois pas que je l'aurais choqué davantage en faisant appel à son imagination que si j'avais enlevé mon pantalon ».

Nous avons poursuivi sans les Anglais. Mais pendant deux ans encore, même après la signature du traité de Rome, ils avaient continué à déployer de grands efforts pour empêcher le succès d'une entreprise à laquelle ils refusaient de participer parce qu'ils la considéraient comme incompatible avec un Commonwealth qui n'existait plus que dans leurs cœurs. A l'OECE, ils avaient proposé de la noyer dans une vaste zone de libre-échange qui ne nous intéressait pas parce qu'elle était dépourvue de toute finalité politique. Des joutes oratoires épiques s'y étaient déroulées où les socialistes norvégiens et danois, sous l'influence de Londres, s'étaient particulièrement distingués en attaquant le « dirigisme » qu'ils discernaient dans l'union économique projetée. Spaak avait pu leur répondre en usant de leur propre dialectique.

Harold Macmillan, seul, avait paru comprendre les immenses possibilités économiques et politiques qu'offrait une Europe unie. Anthony Eden avait été le plus décevant parce que son passé, son intelligence, son prestige faisaient de lui à cette époque une des figures dominantes de la politique européenne. « Nous sentons dans nos os que nous ne sommes pas Européens », avait-il dit dans un discours. Curieuse manière de concevoir une politique. Les travaillistes dans l'opposition n'avaient pas fait preuve de plus d'imagination que leurs collègues conservateurs. Gaitskell venu avec plusieurs de ses amis à Bruxelles nous avait consternés. Autant que ses collègues au pouvoir, il s'était montré inconscient de la fin du Commonwealth et des anciens empires coloniaux, fermé complètement à la perspective magnifique de ce grand empire

européen qui animait notre action. Le chauvinisme, la méfiance et un certain mépris des étrangers persistaient à guider les pas de cet homme éminent qui se réclamait d'une doctrine internationaliste.

Au début de 1956, les travaux du comité de Bruxelles et des nombreux sous-comités auxquels il avait donné naissance avaient été interrompus. Uri, von der Groeben et Hupperts avaient été envoyés à la Côte d'Azur dans le calme d'un printemps méditerranéen, à l'abri des interférences des capitales, avec mission de les ordonner et d'en dégager les lignes principales en termes précis et facilement lisibles. Le « rapport Spaak » a été un document à la fois sage et audacieux qui sans dépasser ses termes de références avait énuméré les grandes options et proposé des solutions. Le ministre belge a déclaré modestement dans ses *Mémoires* qu'il n'en a pas été le véritable auteur. En un sens, c'est vrai mais en un sens seulement. Uri, mince, nerveux, sans cesse en mouvement, un poulain de Jean Monnet, était un Français brillant, doué d'une imagination technique inépuisable, un esprit d'une audace sans limite, von der Groeben, grand, lourd, massif, toutes les vertus de l'Allemand, loyal, méthodique, appliqué, Hupperts, le Belge, petit, gros, travailleur infatigable (ses carnets quand ils deviendront disponibles seront pour les historiens une source inépuisable sur les origines du Marché commun : il prenait note de *tout*). D'un dévouement total à son ministre, il me téléphonait presque journalièrement. Le plus souvent, je pouvais lui relayer les vues de notre maître qui m'étaient presque toujours connues car Spaak était un homme ouvert, sans goût pour le secret. Parfois, il me fallait le questionner. Ainsi, non seulement Spaak avait choisi avec sûreté trois hommes qui se complétaient admirablement, il leur avait insufflé sa foi et son énergie; mais il avait suivi de près leurs travaux qui avaient porté la marque indélébile de sa sagesse politique.

Le succès avait couronné ses efforts. Le rapport Spaak discuté à Venise les 29 et 30 mai 1956 avait été approuvé en moins de deux heures. Jamais, sur des questions aussi importantes, on ne s'était mis d'accord aussi rapidement. Les Six avaient décidé de se réunir en conférence intergouvernementale pour rédiger les traités relatifs à une communauté économique et à une communauté atomique. Sur la proposition de Pineau, Paul-Henri Spaak avait été prié d'en assurer la présidence.

En juin, avait débuté au château de Val Duchesse, dans la banlieue bruxelloise, la longue conférence qui devait déboucher un an plus tard sur la signature des traités de Rome. Les vraies difficultés avaient commencé. Il n'était plus possible d'affirmer que les gouvernements ne s'engageaient à rien. Au contraire, il fallait les encourager, quelquefois les contraindre à prendre des engagements qui allaient transformer radicalement et pour toujours des habitudes et des modes de pensée enracinés depuis des siècles. De l'intérêt provincial qui avait été leur raison d'être depuis la chute de l'Empire romain, il fallait les faire passer à une conception d'intérêts communautaires contre lequel se rebellaient toutes leurs traditions. *Ignote nulla cupido*. On n'aime pas ce qu'on ignore.

Spaak allait le leur faire accepter sinon l'aimer. Il avait été magnifique. Jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, pendant près d'une année, il avait négligé les occupations routinières de ses fonctions ministérielles, quelquefois importantes et délicates, pour se consacrer à ce qui a été, je crois, la grande œuvre de sa vie. Dans la salle de style faussement gothique, beaucoup trop petite, décorée de fresques absurdes, de Val Duchesse, parmi une nuée d'experts farouchement attachés à leurs techniques - ou à leurs marottes - comme le sont les experts de toutes nationalités, on l'avait vu combattre avec une inlassable patience les faux problèmes, les sottises, les intérêts nationaux ou quelquefois les intérêts secrètement privés qu'ils cachaient, tour à tour désinvolte, enjoué, autoritaire, séducteur ou emporté. Souvent, j'avais eu à la mémoire le récit fait par Alfred de Vigny d'un entretien de Napoléon et du Pape Pie VI : *tragediante, comediante !* Il avait employé, en effet, toutes les ressources d'un art de comédien qu'il possédait à un haut degré à côté d'autres talents plus fondamentaux, passant sans difficulté du registre le plus charmeur à la colère feinte la plus furieuse - mais celle-ci seulement - dans les grandes circonstances. Il avait aussi une perception presque intuitive des problèmes techniques les plus compliqués, une capacité rare de les résumer, de les exposer avec simplicité, soit pour les faire accepter par des partenaires récalcitrants, soit pour en démontrer l'absurdité en quelques phrases lapidaires. Mais jamais il n'était blessant. Il dominait,

certes, par ses aptitudes, par son passé, par son rang aussi les hauts fonctionnaires ou les jeunes secrétaires d'État qui l'entouraient en qualité de chefs de délégation. Mais il savait aussi qu'il pouvait obtenir plus par le charme et la persuasion que par l'autorité. Tous avaient éprouvé pour lui une véritable sympathie, quelques-uns une grande et affectueuse admiration. Que sa foi européenne ait été forte, si même elle se doublait de l'ambition personnelle de faire réussir une œuvre à laquelle il souhaitait que s'attachât son nom, y avait puissamment contribué. Les hommes ne suivent volontiers que les chefs qui croient vraiment ce qu'ils leur proposent.

Spaak, ayant assumé la présidence de la conférence, avait confié la direction de la délégation belge à Jean-Charles Snoy, à cette époque secrétaire général du ministère des Affaires économiques. Quoique jeune encore, celui-ci avait déjà un passé exceptionnellement riche de grand commis spécialisé dans les problèmes de politique économique. Tout en dirigeant un important département sous l'autorité fugace de ministres successifs, il s'était acquis une réputation brillante sur la scène des grandes conférences européennes parce que, bien que dévoué aux intérêts de son pays, il avait compris tôt que ceux-ci devaient être subordonnés à la défense de quelque chose de plus haut, un héritage chrétien et romain, propriété commune de toute l'Europe occidentale. En deux années de collaboration presque quotidienne, j'ai appris à aimer et à respecter sa personnalité sobre, un peu austère, d'une courtoisie exquise, douée aussi d'une efficacité administrative rare, qui lui permettait de poursuivre simultanément un nombre exceptionnel de tâches difficiles. Spaak partageait mes sentiments à son égard; sa religion de l'homme rejoignait la foi catholique profonde de Snoy pour faire de ces deux hommes si dissemblables une équipe remarquable.

Mon intention n'est pas de faire le récit de la conférence de Val Duchesse; d'autres l'ont fait ou le feront mieux que je ne peux le faire. Elle a été marquée de crises nombreuses, d'épisodes mesquins ou ridicules comme ceux des petits pois en boîte (produits industriels ou produits agricoles à faire entrer dans des nomenclatures douanières différentes) qui dressèrent France et Italie l'une contre l'autre avec férocité, ceux des bananes, « gros Michel » ou « doigts de fée » (occasion de plaisanteries obscènes) qui opposèrent d'une manière également furieuse France et Allemagne. Ou des crises très sérieuses, celle insoluble du contrôle des combustibles nucléaires employés, soit à des usages civils permis à tous, soit à des usages militaires que la France voulait se réserver à elle seule. Ou celle moins dramatique mais plus importante encore de l'avenir des territoires coloniaux qui avait été abordée, un soir à dîner à l'ambassade de France, par Maurice Faure et marquée par un émouvant discours aux délégués prononcé par M. Houphouët-Boigny, le futur président de la Côte d'Ivoire, venu plaider la cause d'une communauté eurafricaine qui aurait permis de faire faire à l'Afrique l'économie du nationalisme.

Ou celle de la supranationalité que le président de la Conférence avait décidé de n'aborder qu'à la fin des travaux mais qui s'était profilée à leur arrière-plan pendant toute leur durée. Elle n'était pas pour lui une question théorique, il était peu enclin à s'enflammer pour des dogmes, mais une nécessité politique impérative. Il citait souvent le cas du Sénat de Pologne du XVII^e siècle qui avait prévu par souci excessif des droits de ses membres que toutes décisions, toutes lois devaient être adoptées à l'unanimité, en d'autres termes, que chaque sénateur disposait d'un veto. Avec quelles conséquences pour la Pologne, chacun sait. En fin de compte, la dialectique de Spaak avait convaincu ses collègues français - les seuls à militer vraiment en faveur de la sacrosainte souveraineté - d'accepter, entouré de mille précautions et à l'issue de longues périodes transitoires, un système limité de votes majoritaires pondérés. Pour les partisans d'une Europe fédérale, c'était une défaite. Mais il était clair que les grands prêtres de la souveraineté n'auraient pas accepté mieux; ils devaient, du reste, veiller au culte de leur idole et empêcher, dans une large mesure, l'application de règles qui auraient changé, avec le temps, la face de l'Europe.

Au début de l'année 1957, les traités étaient prêts. En Belgique, les négociations s'étaient déroulées dans un climat d'indifférence presque totale. Non parce que le public était hostile; au contraire, il restait bien disposé. Mais le grand élan de l'après-guerre qui avait fait descendre dans les rues des foules réclamant à grands cris les États-Unis d'Europe s'était dilué dans la confusion des querelles obscures et compliquées des gouvernements. Spaak avait conduit les négociations de Val Duchesse qui devaient transformer de fond en comble la condition de ses compatriotes sans que, malgré la publicité qui les avait entourées, le cabinet de Bruxelles se fut préoccupé une seule fois de ce qu'il faisait. Seul, le ministre des Affaires économiques, Jean Rey, qui partageait entièrement ses sentiments européens s'y était intéressé. Ce n'était qu'au moment où

avaient été soumis au Premier ministre les instruments conférant à son collègue des Affaires étrangères le pouvoir de signer les traités qu'Achille Van Acker s'était rebiffé et, déclarant qu'ils étaient inacceptables, avait refusé de s'engager. Il était clair qu'il n'avait pas lu les traités et les mobiles de son attitude burlesque restent inexplicables. L'incident avait été bref et le Premier ministre avait fini par s'incliner; mais il avait fallu pour le convaincre la menace de démission de Spaak qui aurait entraîné la chute du gouvernement.

Les pleins pouvoirs dûment munis de la signature royale et de leurs cachets de cire rouge, la délégation belge avait pu prendre le chemin de Rome. Le 25 mars 1957, par une matinée de clair soleil, entrecoupée de bourrasques, sur la colline du Capitole, dans le noble décor de la salle des Horaces et des Curiaces, les ministres avaient solennellement apposé leur signature aux deux traités créant le Marché commun et l'Euratom. Le lieu avait été choisi, à la suggestion des Italiens, par ceux qui avaient rêvé de voir renaître une nouvelle Rome, non seulement un empire uni et fort mais aussi une civilisation vouée plus que toute autre à la dignité de l'homme. Notre ministre avait prononcé un magnifique discours célébrant « ceux qui avaient fait une grande chose et qui l'avaient faite, ce qui est remarquable et peut-être unique, en répudiant tout usage de la force, toute contrainte, toute menace... par le seul appel à l'intelligence, à la sagesse, à la solidarité ». Après la cérémonie, du haut de cette colline qui avait vu le Sénat de Rome gouverner le monde civilisé, contemplant à nos pieds les ruines grandioses de la Ville Éternelle, nous nous étions réjouis d'avoir apporté à l'Europe une révolution plus humaine et plus durable que celle de Napoléon. Seuls, les rêves rendent les hommes heureux.

[...]